

Accord collectif

IDCC : 2357 | **CADRES DE DIRECTION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE**

Avenant du 27 juin 2023

à l'accord du 3 mars 1993
relatif aux cadres de direction

NOR : ASET2350765M

IDCC : 2357

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FEC FO ;

FBA CFDT ;

CFE-CGC assurance,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires s'engagent à réviser l'article 3 relatif au contrat de travail de l'accord cadres de direction du 3 mars 1993 et ceci afin de se mettre en conformité avec la loi du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture.

Article 1^{er}

L'article 3 de l'accord cadres de direction du 3 mars 1993 est modifié comme suit :

« Article 3 | Contrat de travail

L'engagement dans des fonctions de cadre de direction, ou l'accès, par la promotion interne, à de telles fonctions, fait l'objet d'un écrit.

Cet écrit mentionne au moins :

- la nature des fonctions confiées au moment de l'engagement ou de la promotion, ce qui ne peut constituer un obstacle à d'autres affectations ultérieures ;
- la désignation (appellation) de la fonction ;

- la durée de la période d’essai qui est de 4 mois au plus peut être renouvelée, par accord exprès conclu entre l’employeur et le salarié, une fois, pour une durée au plus égale à 4 mois ; pendant cette période, les deux parties sont libres de rompre à tout moment le contrat de travail sous réserve du respect du délai de prévenance prévu par le code du travail ;
- le champ géographique où la fonction est ou sera susceptible d’être exercée ;
- les montants, composantes et modalités de la rémunération.

En outre, la référence au présent accord doit y figurer.

Les entreprises prendront, avant le 31 décembre 2023, les mesures nécessaires pour mettre en harmonie avec les dispositions du présent paragraphe 3 la situation des cadres de direction en fonction à la date d’effet du présent accord, selon toute modalité à leur convenance. »

Article 2

Les signataires s’engagent à effectuer sans délai les démarches nécessaires au dépôt légal du présent avenant, dont l’entrée en vigueur interviendra au 9 septembre 2023.

Fait à Paris, le 27 juin 2023.

(Suivent les signatures.)